Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 36 (1956)
Heft: 11

Artikel: Quelques aspects de la situation économique européenne en 1955-56
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887777

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelques aspects de la situation économique européenne en 1955-56

Chaque année la Banque des Règlements Internationaux publie, en guise de rapport, une analyse très complète et clairvoyante de la situation économique mondiale vue par les yeux du grand économiste qu'est M. Per Jacobsson, conseiller économique de la Banque, qui vient d'être nommé directeur de Fonds monétaire international. Nous sommes heureux d'indiquer ici les idées principales de ce rapport, au moment où l'Organisation européenne de coopération économique se penche sur le problème de la situation économique de l'Europe et sur les moyens de lutter contre l'inflation.

Une période de remarquable progrès

L'année 1955 a été pour la plupart des pays une période de remarquable progrès, comme le montrent les niveaux records que la production, les échanges, l'emploi et le niveau de vie ont atteints.

Généralement, il a fallu s'efforcer de modérer ce « boom » par crainte de voir des déficits de plus en plus importants dans les balances de paiements.

En Europe occidentale, le taux de l'expansion de la production globale des biens et des services s'est élevé à 6 % en 1955, contre 5 % en 1953 et en 1954.

Il faut constater que la production industrielle s'est développée plus régulièrement en Europe occidentale qu'aux U. S. A. Certains pays avaient accru cette production de 10 % ou même davantage; un tel rythme est peu commun et il est douteux qu'il puisse persister longtemps. Du reste il semble bien que de nombreux pays aient atteint l'épuisement de leurs ressources en main-d'œuvre et s'ils ne parviennent pas à augmenter la productivité ils seront alors tributaires de l'augmentation naturelle de leur population active et de l'immigration.

A ce sujet, les pays scandinaves, Danemark, Finlande, Suède et Norvège, ont non seulement supprimé les passeports pour leurs citoyens circulant d'un pays à l'autre, mais autorisent leurs ouvriers respectifs à venir occuper la plupart des emplois sans permis spécial.

D'autres pays, l'Allemagne occidentale, la Belgique et la Suisse, ont recours à la main-d'œuvre étrangère. En Suisse, début 1956, les ouvriers étrangers représentaient plus de 10 % de la main-d'œuvre totale.

Malgré l'expansion de la production industrielle, d'autres sphères d'activité n'ont nullement été négligées. Cela est surtout significatif dans le secteur du bâtiment où le nombre total des logements achevés en 1955 a été d'environ 50 % plus élevé qu'en 1951 et de 3 % plus élevé qu'en 1954.

L'économie française

En ce qui concerne plus spécialement la France, l'après-guerre a été une période d'expansion continue, non seulement dans le domaine économique mais également pour le taux d'accroissement de la population, taux qui se situe à 18,5 p. 1.000 en 1955. Cet accroissement est intervenu dans une période d'expansion économique intense; c'est ainsi que le produit national brut a augmenté en valeur réelle de 30 % en six ans, de 1949 à 1955. Les prix étant restés stables depuis 1952, la majoration des salaires nominaux s'est traduite en fait par une amélioration des salaires réels d'environ 22 %. Cet accroissement du revenu réel a fait augmenter la demande de produits alimentaires, à laquelle le développement de la production agricole a pu faire face. Quant au commerce extérieur, le taux de libération a été porté à 82 %, mais les nouvelles importations libérées ont été frappées de droits compensateurs allant de 7 à 15 % suivant les produits. Les exportations ont continué à bénéficier de l'aide des pouvoirs publics, soit sous la forme de remboursement de charges sociales et fiscales, soit sous celle de subventions. La balance des paiements courants a pu être équilibrée en suite de la forte expansion des exportations (articles d'industrie lourde et produits agricoles notamment).

Ce résultat est entièrement imputable à l'amélioration du commerce avec l'étranger, car le solde actif enregistré vis-à-vis des territoires d'outre-mer a continué à fléchir.

Les importations en provenance des pays étrangers ont augmenté de 12 % du fait des besoins de l'industrie sidérurgique, mais les exportations à destination de ces mêmes pays n'ont pas augmenté de moins de 20 %, ceci dû comme dit plus haut aux ventes accrues de produits métallurgiques et de produits agricoles — blé et sucre principalement — pour lesquels la subvention à l'exportation était respectivement en 1954-55 de 28,5 et 4,2 milliards de francs français.

Logements construits en 1955 dans onze pays de l'Europe occidentale*								
Pays	Nombre de logements achevés en milliers d'unités	Coût des logements achevés			Investissements en nouveaux logements, en pourcentage		Logements construits avec l'aide des pouvoirs publics	Moyens de financement fournis par les autorités
		Total, en millions d'unités monétaires nationales	Total, en millions de dollars E. U.	Par unité, en milliers de dollars E. U.	du produit national net aux prix du marché	des investissements fixes nets	En pourcentage du total	
Allemagne occidentale	540	9.500	2.260	4,2	6 ½	40	45—55	30
Autriche	45	5.500	210	4,6	6	31	60—70	50
Belgique	45	15.500	310	6,9	3 ½	65	60—70	50
Danemark	25	900	130	5,2	3	17	80—90	65
France	205	630	1.800	8,8	4 ½	50	80—90	65
Italie	220	700	1.120	5,1	6	39	35—45	25
Norvège	30	1.550	220	7,3	7	35	70—80	45
Pays-Bas	60	850	220	3,7	3	34	85—95	65
Royaume-Uni	325	630	1.760	5,4	3 ½	35	60—70	65
Suède	55	2.050	400	7,3	5	20	80—90	45
Suisse	40	1.500	350	8,7	6	45	5—10	5

* Évaluations préliminaires faites par la banque des Règlements Internationaux (toujours en chiffres arrondis).

L'économie suisse

La Suisse a elle aussi ressenti les effets du « boom » mondial, mais 1955 a marqué une forte expansion intérieure dans le domaine du bâtiment plus spécialement. L'emploi d'ouvriers étrangers, l'abondance des épargnes sur le marché des capitaux ont été les causes de cette activité économique soutenue. L'expansion de 70 à 75 % que le volume du commerce extérieur de la Suisse a enregistré depuis 1949 présente un intérêt particulier du fait que c'est le seul pays qui n'ait pas dévalué sa monnaie depuis l'avant-guerre. Le déficit de la balance commerciale s'est accru en 1955 et la tendance persiste dans les premiers mois de 1956. Le commerce extérieur de la Suisse est surtout sensible aux variations des importations plutôt qu'à celle des exportations. En 1955, l'augmentation a surtout porté sur les achats plus élevés de produits manufacturés et de matières premières. Les produits alimentaires ne représentent qu'un dixième environ de l'augmentation des importations.

Il faudrait, pour pouvoir déterminer la charge réelle de l'emprunteur, tenir compte non seulement des taux d'intérêts mais aussi des frais et commissions bancaires appliqués aux prêts.

La Suisse se trouve dans le groupe des pays à taux relativement bas. Le courant abondant d'épargne dont elle dispose lui permet d'en prêter une fraction assez importante à l'étranger.

La France par contre est dans le groupe des pays à taux relativement haut. Mais l'expansion économique n'a nullement été entravée, car la productivité marginale des capitaux (pourcentages de bénéfices réalisés sur les nouveaux investissements) a été si élevée que la demande de capitaux a été suffisante pour permettre à toutes les épargnes disponibles de trouver à s'investir. L'ajustement entre l'offre et la demande de fonds sur le marché a été fait en renforçant l'épargne, opération rendue possible par les taux d'intérêts élevés et ceci au détriment des investissements. Ceci explique en partie, le succès considérable d'un récent emprunt.

Examinons maintenant, pris dans leur ensemble, d'autres facteurs de l'expansion économique européenne.

Le bâtiment

Dans le secteur bâtiment le programme de construction de logements présente une grande importance au point

Les taux d'intérêts en France et en Suisse vers la fin de 1955		
	France	Suisse
Banque Centrale :		
Taux d'escompte	3	1 ½
Taux des avances	4 ½	2 ½
Banques commerciales et autres :		
Taux versés sur les :		
dépôts à vue	½-1 ½	½
dépôts à terme et d'épargne	1-¼-3	1-3 ½
Taux perçus sur les :		
Effets de commerce	4 ½-6	1 ½-4 ½
Avances sur titres	6 ½	4-5
Découverts	7-8	5 ½-6
Prêts à moyen terme	6-9	3 ½-4 ½
Prêts hypothécaires de premier rang	8-10	3 ½
Marché monétaire :		
Argent à vue	3	1 ½-1 ¾
Prêts inter-banques	—	—
Bons du trésor à 3 mois	2 ½	—
Rendement sur le marché des capitaux :		
Fonds d'État à long terme	5	3 ¼
Obligations industrielles à 20 ans	6	3-4

Europe occidentale : Recettes nettes du tourisme de divers pays							
Années	Allemagne occidentale	Autriche	France (1)	Grèce	Irlande	Italie	Suisse
	en millions de dollars E. U.						
1951	14	18	77	.	62	75	.
1952	7	25	25	3	55	77	84
1953	3	53	—6	16	49	131	107
1954	42	64	61	17	50	139	119
1955	67	62	30 (2)	19	55	190	125

(1) France métropolitaine. (2) Premier semestre de l'année.

de vue monétaire. Il n'est pas rare en effet que la moitié au moins des moyens de financement soit fournie par les autorités.

Le stimulant imprimé à la construction par le financement public apparaît dans le fait qu'en 1955, 1.600.000 logements ont été achevés contre 800.000 au plus au cours des années 1930. Sauf en Allemagne occidentale, en France et en Italie, où l'on note une pénurie assez sensible, les autres pays considérés disposent actuellement de plus de logements, par rapport à la population, que jamais auparavant.

Le tourisme.

Un autre facteur est le développement du tourisme européen qui constitue pour certains pays une part importante du commerce extérieur sous forme de transactions invisibles. Les recettes nettes totales en 1955 pour l'Europe occidentale semblent avoir dépassé 500 millions de dollars.

L'orientation du trafic se fait nettement du nord vers le sud. En 1954, les pays déficitaires ont été par ordre d'importance de leurs dépenses nettes : la Suède, le Royaume-Uni, la Turquie, la Norvège, l'Union économique belgo-luxembourgeoise, l'Islande et le Danemark, cependant que la balance touristique des Pays-Bas et du Portugal est plus ou moins en équilibre.

L'Amérique du Nord fournit près du quart des touristes qui se rendent en Europe occidentale. La balance des paiements des U. S. A. pour 1955 comprend un poste tourisme dont les dépenses brutes se montent à 1.095 millions de dollars sur lesquels 400 millions se rapportent à l'Europe occidentale. Les visiteurs européens n'auraient dépensé que quelque 50 millions de dollars dans ce pays, en sorte que l'Europe occidentale a bénéficié d'un revenu net de 350 millions de dollars contre 150 millions en 1951.

Pour conclure, nous pouvons dire que le trait marquant de 1955 a été l'effet cumulatif du boom américain sur les facteurs d'expansion de l'Europe occidentale. Cette fois-ci, l'expansion n'a pas été stimulée par les besoins impérieux de reconstruction des années antérieures d'après-guerre, ni par l'augmentation des dépenses publiques qui ont été stabilisées dans de nombreux pays. Il s'agit plutôt d'une expansion des investissements du type classique, due à la demande conjuguée des entreprises et des consommateurs portant sur une série de biens durables allant de l'usine à l'automobile en passant par l'équipement industriel, les immeubles et les appareils domestiques.

Cette expansion n'a été freinée réellement par aucun facteur, quoique un élément se soit fait de plus en plus rare : la main-d'œuvre. Nous avons vu que pour remédier à cela, certains pays se sont montrés plus disposés à accueillir de la main-d'œuvre étrangère, mais la situation générale a été et reste un état de suremploi. Le danger est que le relèvement des salaires nominaux ne provoque une augmentation des prix de revient et de la demande globale, et par là-même, une hausse des prix de vente. Si l'expansion de crédit se développait sans frein on risquerait de venir buter sur la pénurie de ressources réelles due à l'accélération de l'activité, chose qui réduirait à néant la stabilité monétaire péniblement reconquise ainsi que la renaissance de l'épargne qui de tout temps a été le fondement du progrès économique.

On s'est donc efforcé de modérer le boom sans rétablir des contrôles directs. La libération des échanges porte aujourd'hui sur 90 % du commerce intra-européen et sur plus de la moitié des importations en provenance de l'Amérique du Nord. Les restrictions de change ont été assouplies et en pratique on a hâté la libération du commerce et des paiements internationaux. La cherté relative du crédit a en quelque sorte découragé l'accumulation spéculative des stocks et c'est un fait remarquable que le niveau général des prix des marchandises sur le marché mondial n'a guère varié depuis quatre ans.

Conclusion.

L'expansion économique mondiale continuera-t-elle?

Il est permis de se le demander si les États ne se rendent pas compte du profit qu'ils pourraient retirer directement ou indirectement d'un abaissement des barrières douanières et s'ils continuent à considérer toute réduction de droits comme une « concession » envers d'autres pays. Il est souhaitable que les conférences internationales changent cet état d'esprit et aboutissent à des résultats concrets dans ce domaine.

Il règne malheureusement une psychose d'inflation un peu partout à l'heure actuelle. Peut-on s'y soustraire? Nous pouvons sans aucun doute répondre par l'affirmative et le relèvement des taux d'intérêt est un pas fait dans cette direction. Si les pouvoirs publics procèdent à des compressions raisonnables de leurs dépenses, il y a bien des chances pour que le processus inflationniste soit enrayé étant donné que les mesures prises à cet effet sont encore soutenues par l'augmentation impressionnante de l'offre de biens et de services résultant de la production courante.